

bains et 1.3 million en avaient deux ou davantage. Seulement 103,000 ménages ne disposaient pas de baignoire ou de douche.

L'enquête a révélé qu'en 1982 le gaz a continué de remplacer le mazout comme principal combustible de chauffage. Près de 3.6 millions de ménages utilisaient le gaz, et 2.5 millions le mazout ou d'autres combustibles liquides. Le chauffage électrique venait au troisième rang, puisqu'il était présent dans 1.8 million de ménages. Le bois servait de combustible dans 351,000 ménages, le gaz en bouteille, dans 53,000 ménages et le charbon ou le coke, dans 14,000 ménages. Le bois était utilisé pour le chauffage dans 4.3 % des ménages en 1982, mais seulement dans 1.8 % en 1979.

L'enquête de 1982 a également révélé que si presque tous les ménages disposaient d'une radio, d'un téléviseur et d'un appareil téléphonique, la proportion de maisons équipées de plus d'un appareil de cette catégorie a continué de s'accroître. Par exemple, 3.2 millions de ménages possédaient au moins deux téléviseurs, ce qui représente une augmentation de 4.2 % depuis 1979.

7.5 Construction

7.5.1 Valeur des travaux de construction

La statistique de la construction représente la valeur estimative de tous les travaux de construction neuve et de réparation exécutés par les entrepreneurs, le personnel des services publics, les industries manufacturières, les sociétés minières et forestières, ainsi que par les ministères et organismes publics, les particuliers qui construisent leurs propres maisons et d'autres personnes ou entreprises dont l'activité principale n'est pas la construction.

Toutes les estimations concernant le coût des matériaux utilisés se fondent sur les rapports entre ce poste et la valeur globale des travaux exécutés, d'après les enquêtes annuelles sur les travaux de construction effectués par les entrepreneurs et autres personnes, et elles sont imputées à la valeur totale des travaux. Les estimations de l'élément main-d'oeuvre sont établies de la même manière, mais elles tiennent compte en outre des propriétaires et associés actifs, ainsi que de leurs rémunérations.

7.5.2 Permis de bâtir délivrés

La valeur estimative des projets de construction est indiquée par la valeur des permis de bâtir délivrés. Statistique Canada recueille les chiffres concernant les permis de bâtir auprès de quelque 2,000 municipalités canadiennes et les ventile par municipalités, régions métropolitaines, provinces, régions économiques et divisions de recensement.

En 1982, la valeur globale des permis de bâtir délivrés dans le domaine du bâtiment s'élevait à \$12.8 milliards, en baisse sur le chiffre de \$18.7 milliards atteint en 1981 et sur le chiffre de presque \$15.5 milliards atteint en 1980. Dans le cas de la construction résidentielle, la valeur s'établissait à

quelque \$6.1 milliards en 1982, contre \$9.8 milliards en 1981 et \$7.5 milliards en 1980.

7.6 Investissements

On prévoyait que les investissements dans les divers secteurs de l'économie canadienne atteindraient environ \$73.8 milliards en 1983, soit une baisse de 1.7 % par rapport au chiffre d'environ \$75.1 milliards enregistré en 1982. Ces estimations en dollars courants ne tenaient pas compte de la hausse des prix et représentaient les dépenses prévues par les répondants à l'enquête que Statistique Canada a menée entre mai et juin 1983 sur les dépenses en immobilisations et en réparations. Cette enquête visait environ 25,000 entreprises commerciales, maisons d'éducation et autres institutions, ainsi que tous les paliers de l'administration publique.

Les investissements prévus au titre de la construction neuve pour 1983 se chiffraient à \$46.6 milliards, soit 0.9 % de plus que les \$46.2 milliards notés en 1982. Les estimations comprenaient \$12.0 milliards au titre de la construction résidentielle (\$9.9 milliards en 1982) et \$34.7 milliards (\$36.3 milliards en 1982) au titre de la construction non résidentielle. Le total de 1983 concernant les machines et le matériel était estimé à \$27.2 milliards, soit 5.9 % de moins que les \$28.9 milliards affichés en 1982.

Les dépenses en immobilisations faites dans une région peuvent avoir des effets générateurs de revenu dans d'autres régions. Par exemple, le fait d'investir des millions de dollars dans des usines et des biens d'équipement dans l'Ouest canadien peut donner lieu à une activité considérable dans l'industrie des machines en Ontario et au Québec, de même qu'à des travaux de construction dans les provinces de l'Ouest.

7.7 Indices des prix

Statistique Canada établit des indices des prix relativement aux sorties des industries spécialisées dans la construction, à certaines catégories de dépenses en immobilisations, ainsi que d'autres indices connexes. Ces données sont présentées de façon sommaire dans une publication mensuelle intitulée *Statistiques des prix de la construction*, et de façon détaillée dans le Système canadien d'information socio-économique (CANSIM), banque de données mécanographiques de Statistique Canada.

Les indices des prix des logements neufs mesurent les variations des prix de vente des maisons neuves bâties par des constructeurs de grande ou de moyenne importance dans les régions métropolitaines. Les prix utilisés sont les prix de vente convenus entre le constructeur et l'acheteur au moment de la signature du contrat. Ils englobent les coûts de la maison et du terrain viabilisé où elle est construite (sauf dans quelques régions, principalement au Québec, où le coût de la viabilité est payé non pas au constructeur dans le prix d'achat, mais à la municipalité sous forme de taxe foncière). Ils font